

Acte final de la Dix-septième session

Désirant établir à cet effet des dispositions communes qui tiennent compte des principes reconnus par les instruments internationaux, notamment par la *Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant*, du 20 novembre 1989, et par la *Déclaration des Nations Unies sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants*, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international (Résolution de l'Assemblée générale 41/85, du 3 décembre 1986),

Sont convenus des dispositions suivantes:

Les soussignés, Délégués des Gouvernements de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Chili, de la Chine, de Chypre, du Danemark, de l'Égypte, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Suède, de la Suisse, de la République tchèque, de la Turquie, de l'Uruguay et du Venezuela, États membres, ainsi que les Délégués des Gouvernements de l'Albanie, du Bélarus, du Bénin, de la Bolivie, du Brésil, de la Bulgarie, du Burkina Faso, de la Colombie, de la République de Corée, du Costa Rica, d'El Salvador, de l'Équateur, d'Haïti, du Honduras, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kenya, du Liban, de Madagascar, de Maurice, du Népal, du Panama, du Pérou, des Philippines, de la Fédération de Russie, du Saint-Siège, du Sénégal, du Sri Lanka, de la Thaïlande et du Viet Nam, participant à titre d'invités, se sont réunis à La Haye le 10 mai 1993, sur invitation du Gouvernement des Pays-Bas, en Dix-septième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

À la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux, ils sont convenus de soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements:

A Le projet de Convention suivant:

CONVENTION SUR LA PROTECTION DES ENFANTS ET LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE

Les États signataires de la présente Convention,

Reconnaissant que, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, l'enfant doit grandir dans un milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension,

Rappelant que chaque État devrait prendre, par priorité, des mesures appropriées pour permettre le maintien de l'enfant dans sa famille d'origine,

Reconnaissant que l'adoption internationale peut présenter l'avantage de donner une famille permanente à l'enfant pour lequel une famille appropriée ne peut être trouvée dans son État d'origine,

Convaincus de la nécessité de prévoir des mesures pour garantir que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect de ses droits fondamentaux, ainsi que pour prévenir l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants,

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier

La présente Convention a pour objet:

- a d'établir des garanties pour que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et dans le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international;
- b d'instaurer un système de coopération entre les États contractants pour assurer le respect de ces garanties et prévenir ainsi l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants;
- c d'assurer la reconnaissance dans les États contractants des adoptions réalisées selon la Convention.

Article 2

1 La Convention s'applique lorsqu'un enfant résidant habituellement dans un État contractant («l'État d'origine») a été, est ou doit être déplacé vers un autre État contractant («l'État d'accueil»), soit après son adoption dans l'État d'origine par des époux ou une personne résidant habituellement dans l'État d'accueil, soit en vue d'une telle adoption dans l'État d'accueil ou dans l'État d'origine.

2 La Convention ne vise que les adoptions établissant un lien de filiation.

Article 3

La Convention cesse de s'appliquer si les acceptations visées à l'article 17, lettre c, n'ont pas été données avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de dix-huit ans.

CHAPITRE II – CONDITIONS DES ADOPTIONS INTERNATIONALES

Article 4

Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'État d'origine:

- a ont établi que l'enfant est adoptable;
- b ont constaté, après avoir dûment examiné les possibilités de placement de l'enfant dans son État d'origine, qu'une adoption internationale répond à l'intérêt supérieur de l'enfant;

Final Act of the Seventeenth Session

The undersigned, Delegates of the Governments of Argentina, Australia, Austria, Belgium, Canada, Chile, China, Cyprus, the Czech Republic, Denmark, Egypt, Finland, France, Germany, Greece, Hungary, Ireland, Israel, Italy, Japan, Luxembourg, Mexico, the Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the United States of America, Uruguay and Venezuela, Member States, as well as the Delegates of the Governments of Albania, Belarus, Benin, Bolivia, Brazil, Bulgaria, Burkina Faso, Colombia, Costa Rica, El Salvador, Ecuador, Haiti, the Holy See, Honduras, India, Indonesia, Kenya, the Republic of Korea, Lebanon, Madagascar, Mauritius, Nepal, Panama, Peru, the Philippines, the Russian Federation, Senegal, Sri Lanka, Thailand and Viet Nam participating as Invitees, convened at The Hague on 10 May 1993, at the invitation of the Government of the Netherlands, in the Seventeenth Session of the Hague Conference on Private International Law.

Following the deliberations laid down in the records of the meetings, have decided to submit to their Governments –

A The following draft Convention –

CONVENTION ON PROTECTION OF CHILDREN AND CO-OPERATION IN RESPECT OF INTERCOUNTRY ADOPTION

The States signatory to the present Convention,

Recognizing that the child, for the full and harmonious development of his or her personality, should grow up in a family environment, in an atmosphere of happiness, love and understanding,

Recalling that each State should take, as a matter of priority, appropriate measures to enable the child to remain in the care of his or her family of origin,

Recognizing that intercountry adoption may offer the advantage of a permanent family to a child for whom a suitable family cannot be found in his or her State of origin,

Convinced of the necessity to take measures to ensure that intercountry adoptions are made in the best interests of the child and with respect for his or her fundamental rights, and to prevent the abduction, the sale of, or traffic in children,

Desiring to establish common provisions to this effect, taking into account the principles set forth in international instruments, in particular the *United Nations Convention on the Rights of the Child*, of 20 November 1989, and the United Nations Declaration on Social and Legal Principles relating to the Protection and Welfare of Children, with Special Reference to Foster Placement and Adoption Nationally and Internationally (General Assembly Resolution 41/85, of 3 December 1986),

Have agreed upon the following provisions –

CHAPTER I – SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

The objects of the present Convention are –

a to establish safeguards to ensure that intercountry adoptions take place in the best interests of the child and with respect for his or her fundamental rights as recognized in international law;

b to establish a system of co-operation amongst Contracting States to ensure that those safeguards are respected and thereby prevent the abduction, the sale of, or traffic in children;

c to secure the recognition in Contracting States of adoptions made in accordance with the Convention.

Article 2

1 The Convention shall apply where a child habitually resident in one Contracting State ('the State of origin') has been, is being, or is to be moved to another Contracting State ('the receiving State') either after his or her adoption in the State of origin by spouses or a person habitually resident in the receiving State, or for the purposes of such an adoption in the receiving State or in the State of origin.

2 The Convention covers only adoptions which create a permanent parent-child relationship.

Article 3

The Convention ceases to apply if the agreements mentioned in Article 17, sub-paragraph *c*, have not been given before the child attains the age of eighteen years.

CHAPTER II – REQUIREMENTS FOR INTERCOUNTRY ADOPTIONS

Article 4

An adoption within the scope of the Convention shall take place only if the competent authorities of the State of origin –

a have established that the child is adoptable;

b have determined, after possibilities for placement of the child within the State of origin have been given due consideration, that an intercountry adoption is in the child's best interests;

c se sont assurées

- 1) que les personnes, institutions et autorités dont le consentement est requis pour l'adoption ont été entourées des conseils nécessaires et dûment informées sur les conséquences de leur consentement, en particulier sur le maintien ou la rupture, en raison d'une adoption, des liens de droit entre l'enfant et sa famille d'origine,
- 2) que celles-ci ont donné librement leur consentement dans les formes légales requises, et que ce consentement a été donné ou constaté par écrit,
- 3) que les consentements n'ont pas été obtenus moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte et qu'ils n'ont pas été retirés, et
- 4) que le consentement de la mère, s'il est requis, n'a été donné qu'après la naissance de l'enfant; et

d se sont assurées, eu égard à l'âge et à la maturité de l'enfant,

- 1) que celui-ci a été entouré de conseils et dûment informé sur les conséquences de l'adoption et de son consentement à l'adoption, si celui-ci est requis,
- 2) que les souhaits et avis de l'enfant ont été pris en considération,
- 3) que le consentement de l'enfant à l'adoption, lorsqu'il est requis, a été donné librement, dans les formes légales requises, et que son consentement a été donné ou constaté par écrit, et
- 4) que ce consentement n'a pas été obtenu moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte.

Article 5

Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'Etat d'accueil:

a ont constaté que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter;

b se sont assurées que les futurs parents adoptifs ont été entourés des conseils nécessaires; et

c ont constaté que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans cet Etat.

CHAPITRE III – AUTORITÉS CENTRALES ET ORGANISMES AGRÉÉS

Article 6

1 Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

2 Un Etat fédéral, un Etat dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un Etat ayant des unités territoriales autonomes est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'Etat qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet Etat.

Article 7

1 Les Autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes de leurs Etats pour assurer la protection des enfants et réaliser les autres objectifs de la Convention.

2 Elles prennent directement toutes mesures appropriées pour:

a fournir des informations sur la législation de leurs Etats en matière d'adoption et d'autres informations générales, telles que des statistiques et formules types;

b s'informer mutuellement sur le fonctionnement de la Convention et, dans la mesure du possible, lever les obstacles à son application.

Article 8

Les Autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques, toutes mesures appropriées pour prévenir les gains matériels indus à l'occasion d'une adoption et empêcher toute pratique contraire aux objectifs de la Convention.

Article 9

Les Autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques ou d'organismes dûment agréés dans leur Etat, toutes mesures appropriées, notamment pour:

a rassembler, conserver et échanger des informations relatives à la situation de l'enfant et des futurs parents adoptifs, dans la mesure nécessaire à la réalisation de l'adoption;

b faciliter, suivre et activer la procédure en vue de l'adoption;

c promouvoir dans leurs Etats le développement de services de conseils pour l'adoption et pour le suivi de l'adoption;

d échanger des rapports généraux d'évaluation sur les expériences en matière d'adoption internationale;

e répondre, dans la mesure permise par la loi de leur Etat, aux demandes motivées d'informations sur une situation particulière d'adoption formulées par d'autres Autorités centrales ou par des autorités publiques.

Article 10

Peuvent seuls bénéficier de l'agrément et le conserver les organismes qui démontrent leur aptitude à remplir correctement les missions qui pourraient leur être confiées.

Article 11

Un organisme agréé doit:

a poursuivre uniquement des buts non lucratifs dans les conditions et limites fixées par les autorités compétentes de l'Etat d'agrément;

b être dirigé et géré par des personnes qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale; et

c have ensured that

- (1) the persons, institutions and authorities whose consent is necessary for adoption, have been counselled as may be necessary and duly informed of the effects of their consent, in particular whether or not an adoption will result in the termination of the legal relationship between the child and his or her family of origin,
- (2) such persons, institutions and authorities have given their consent freely, in the required legal form, and expressed or evidenced in writing,
- (3) the consents have not been induced by payment or compensation of any kind and have not been withdrawn, and
- (4) the consent of the mother, where required, has been given only after the birth of the child; and

d have ensured, having regard to the age and degree of maturity of the child, that

- (1) he or she has been counselled and duly informed of the effects of the adoption and of his or her consent to the adoption, where such consent is required,
- (2) consideration has been given to the child's wishes and opinions,
- (3) the child's consent to the adoption, where such consent is required, has been given freely, in the required legal form, and expressed or evidenced in writing, and
- (4) such consent has not been induced by payment or compensation of any kind.

Article 5

An adoption within the scope of the Convention shall take place only if the competent authorities of the receiving State –

a have determined that the prospective adoptive parents are eligible and suited to adopt;

b have ensured that the prospective adoptive parents have been counselled as may be necessary; and

c have determined that the child is or will be authorized to enter and reside permanently in that State.

CHAPTER III – CENTRAL AUTHORITIES AND ACCREDITED BODIES

Article 6

1 A Contracting State shall designate a Central Authority to discharge the duties which are imposed by the Convention upon such authorities.

2 Federal States, States with more than one system of law or States having autonomous territorial units shall be free to appoint more than one Central Authority and to specify the territorial or personal extent of their functions. Where a State has appointed more than one Central Authority, it shall designate the Central Authority to which any communication may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority within that State.

Article 7

1 Central Authorities shall co-operate with each other and promote co-operation amongst the competent authorities in their States to protect children and to achieve the other objects of the Convention.

2 They shall take directly all appropriate measures to –

a provide information as to the laws of their States concerning adoption and other general information, such as statistics and standard forms;

b keep one another informed about the operation of the Convention and, as far as possible, eliminate any obstacles to its application.

Article 8

Central Authorities shall take, directly or through public authorities, all appropriate measures to prevent improper financial or other gain in connection with an adoption and to deter all practices contrary to the objects of the Convention.

Article 9

Central Authorities shall take, directly or through public authorities or other bodies duly accredited in their State, all appropriate measures, in particular to –

a collect, preserve and exchange information about the situation of the child and the prospective adoptive parents, so far as is necessary to complete the adoption;

b facilitate, follow and expedite proceedings with a view to obtaining the adoption;

c promote the development of adoption counselling and post-adoption services in their States;

d provide each other with general evaluation reports about experience with intercountry adoption;

e reply, in so far as is permitted by the law of their State, to justified requests from other Central Authorities or public authorities for information about a particular adoption situation.

Article 10

Accreditation shall only be granted to and maintained by bodies demonstrating their competence to carry out properly the tasks with which they may be entrusted.

Article 11

An accredited body shall –

a pursue only non-profit objectives according to such conditions and within such limits as may be established by the competent authorities of the State of accreditation;

b be directed and staffed by persons qualified by their ethical standards and by training or experience to work in the field of intercountry adoption; and

c être soumis à la surveillance d'autorités compétentes de cet Etat pour sa composition, son fonctionnement et sa situation financière.

Article 12

Un organisme agréé dans un Etat contractant ne pourra agir dans un autre Etat contractant que si les autorités compétentes des deux Etats l'ont autorisé.

Article 13

La désignation des Autorités centrales et, le cas échéant, l'étendue de leurs fonctions, ainsi que le nom et l'adresse des organismes agréés, sont communiqués par chaque Etat contractant au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé.

CHAPITRE IV – CONDITIONS PROCÉDURALES DE L'ADOPTION INTERNATIONALE

Article 14

Les personnes résidant habituellement dans un Etat contractant, qui désirent adopter un enfant dont la résidence habituelle est située dans un autre Etat contractant, doivent s'adresser à l'Autorité centrale de l'Etat de leur résidence habituelle.

Article 15

1 Si l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil considère que les requérants sont qualifiés et aptes à adopter, elle établit un rapport contenant des renseignements sur leur identité, leur capacité légale et leur aptitude à adopter, leur situation personnelle, familiale et médicale, leur milieu social, les motifs qui les animent, leur aptitude à assumer une adoption internationale, ainsi que sur les enfants qu'ils seraient aptes à prendre en charge.

2 Elle transmet le rapport à l'Autorité centrale de l'Etat d'origine.

Article 16

1 Si l'Autorité centrale de l'Etat d'origine considère que l'enfant est adoptable,

a elle établit un rapport contenant des renseignements sur l'identité de l'enfant, son adoptabilité, son milieu social, son évolution personnelle et familiale, son passé médical et celui de sa famille, ainsi que sur ses besoins particuliers;

b elle tient dûment compte des conditions d'éducation de l'enfant, ainsi que de son origine ethnique, religieuse et culturelle;

c elle s'assure que les consentements visés à l'article 4 ont été obtenus; et

d elle constate, en se fondant notamment sur les rapports concernant l'enfant et les futurs parents adoptifs, que le placement envisagé est dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

2 Elle transmet à l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil son rapport sur l'enfant, la preuve des consentements requis et les motifs de son constat sur le placement, en

veillant à ne pas révéler l'identité de la mère et du père, si, dans l'Etat d'origine, cette identité ne peut pas être divulguée.

Article 17

Toute décision de confier un enfant à des futurs parents adoptifs ne peut être prise dans l'Etat d'origine que

a si l'Autorité centrale de cet Etat s'est assurée de l'accord des futurs parents adoptifs;

b si l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil a approuvé cette décision, lorsque la loi de cet Etat ou l'Autorité centrale de l'Etat d'origine le requiert;

c si les Autorités centrales des deux Etats ont accepté que la procédure en vue de l'adoption se poursuive; et

d s'il a été constaté conformément à l'article 5 que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter et que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans l'Etat d'accueil.

Article 18

Les Autorités centrales des deux Etats prennent toutes mesures utiles pour que l'enfant reçoive l'autorisation de sortie de l'Etat d'origine, ainsi que celle d'entrée et de séjour permanent dans l'Etat d'accueil.

Article 19

1 Le déplacement de l'enfant vers l'Etat d'accueil ne peut avoir lieu que si les conditions de l'article 17 ont été remplies.

2 Les Autorités centrales des deux Etats veillent à ce que ce déplacement s'effectue en toute sécurité, dans des conditions appropriées et, si possible, en compagnie des parents adoptifs ou des futurs parents adoptifs.

3. Si ce déplacement n'a pas lieu, les rapports visés aux articles 15 et 16 sont renvoyés aux autorités expéditrices.

Article 20

Les Autorités centrales se tiennent informées sur la procédure d'adoption et les mesures prises pour la mener à terme, ainsi que sur le déroulement de la période probatoire, lorsque celle-ci est requise.

Article 21

1 Lorsque l'adoption doit avoir lieu après le déplacement de l'enfant dans l'Etat d'accueil et que l'Autorité centrale de cet Etat considère que le maintien de l'enfant dans la famille d'accueil n'est plus de son intérêt supérieur, cette Autorité prend les mesures utiles à la protection de l'enfant, en vue notamment:

a de retirer l'enfant aux personnes qui désiraient l'adopter et d'en prendre soin provisoirement;

b en consultation avec l'Autorité centrale de l'Etat d'origine, d'assurer sans délai un nouveau placement de

c be subject to supervision by competent authorities of that State as to its composition, operation and financial situation.

Article 12

A body accredited in one Contracting State may act in another Contracting State only if the competent authorities of both States have authorized it to do so.

Article 13

The designation of the Central Authorities and, where appropriate, the extent of their functions, as well as the names and addresses of the accredited bodies shall be communicated by each Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law.

CHAPTER IV — PROCEDURAL REQUIREMENTS IN INTERCOUNTRY ADOPTION

Article 14

Persons habitually resident in a Contracting State, who wish to adopt a child habitually resident in another Contracting State, shall apply to the Central Authority in the State of their habitual residence.

Article 15

1 If the Central Authority of the receiving State is satisfied that the applicants are eligible and suited to adopt, it shall prepare a report including information about their identity, eligibility and suitability to adopt, background, family and medical history, social environment, reasons for adoption, ability to undertake an intercountry adoption, as well as the characteristics of the children for whom they would be qualified to care.

2 It shall transmit the report to the Central Authority of the State of origin.

Article 16

1 If the Central Authority of the State of origin is satisfied that the child is adoptable, it shall –

a prepare a report including information about his or her identity, adoptability, background, social environment, family history, medical history including that of the child's family, and any special needs of the child;

b give due consideration to the child's upbringing and to his or her ethnic, religious and cultural background;

c ensure that consents have been obtained in accordance with Article 4; and

d determine, on the basis in particular of the reports relating to the child and the prospective adoptive parents, whether the envisaged placement is in the best interests of the child.

2 It shall transmit to the Central Authority of the receiving State its report on the child, proof that the necessary consents have been obtained and the reasons

for its determination on the placement, taking care not to reveal the identity of the mother and the father if, in the State of origin, these identities may not be disclosed.

Article 17

Any decision in the State of origin that a child should be entrusted to prospective adoptive parents may only be made if –

a the Central Authority of that State has ensured that the prospective adoptive parents agree;

b the Central Authority of the receiving State has approved such decision, where such approval is required by the law of that State or by the Central Authority of the State of origin;

c the Central Authorities of both States have agreed that the adoption may proceed; and

d it has been determined, in accordance with Article 5, that the prospective adoptive parents are eligible and suited to adopt and that the child is or will be authorized to enter and reside permanently in the receiving State.

Article 18

The Central Authorities of both States shall take all necessary steps to obtain permission for the child to leave the State of origin and to enter and reside permanently in the receiving State.

Article 19

1 The transfer of the child to the receiving State may only be carried out if the requirements of Article 17 have been satisfied.

2 The Central Authorities of both States shall ensure that this transfer takes place in secure and appropriate circumstances and, if possible, in the company of the adoptive or prospective adoptive parents.

3 If the transfer of the child does not take place, the reports referred to in Articles 15 and 16 are to be sent back to the authorities who forwarded them.

Article 20

The Central Authorities shall keep each other informed about the adoption process and the measures taken to complete it, as well as about the progress of the placement if a probationary period is required.

Article 21

1 Where the adoption is to take place after the transfer of the child to the receiving State and it appears to the Central Authority of that State that the continued placement of the child with the prospective adoptive parents is not in the child's best interests, such Central Authority shall take the measures necessary to protect the child, in particular –

a to cause the child to be withdrawn from the prospective adoptive parents and to arrange temporary care;

b in consultation with the Central Authority of the State of origin, to arrange without delay a new

l'enfant en vue de son adoption ou, à défaut, une prise en charge alternative durable; une adoption ne peut avoir lieu que si l'Autorité centrale de l'Etat d'origine a été dûment informée sur les nouveaux parents adoptifs;

c en dernier ressort, d'assurer le retour de l'enfant, si son intérêt l'exige.

2 Eu égard notamment à l'âge et à la maturité de l'enfant, celui-ci sera consulté et, le cas échéant, son consentement obtenu sur les mesures à prendre conformément au présent article.

Article 22

1 Les fonctions conférées à l'Autorité centrale par le présent chapitre peuvent être exercées par des autorités publiques ou par des organismes agréés conformément au chapitre III, dans la mesure prévue par la loi de son Etat.

2 Un Etat contractant peut déclarer auprès du dépositaire de la Convention que les fonctions conférées à l'Autorité centrale par les articles 15 à 21 peuvent aussi être exercées dans cet Etat, dans la mesure prévue par la loi et sous le contrôle des autorités compétentes de cet Etat, par des organismes ou personnes qui:

a remplissent les conditions de moralité, de compétence professionnelle, d'expérience et de responsabilité requises par cet Etat; et

b sont qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale.

3 L'Etat contractant qui fait la déclaration visée au paragraphe 2 informe régulièrement le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé des noms et adresses de ces organismes et personnes.

4 Un Etat contractant peut déclarer auprès du dépositaire de la Convention que les adoptions d'enfants dont la résidence habituelle est située sur son territoire ne peuvent avoir lieu que si les fonctions conférées aux Autorités centrales sont exercées conformément au paragraphe premier.

5 Nonobstant toute déclaration effectuée conformément au paragraphe 2, les rapports prévus aux articles 15 et 16 sont, dans tous les cas, établis sous la responsabilité de l'Autorité centrale ou d'autres autorités ou organismes, conformément au paragraphe premier.

CHAPITRE V – RECONNAISSANCE ET EFFETS DE L'ADOPTION

Article 23

1 Une adoption certifiée conforme à la Convention par l'autorité compétente de l'Etat contractant où elle a eu lieu est reconnue de plein droit dans les autres Etats contractants. Le certificat indique quand et par qui les acceptations visées à l'article 17, lettre *c*, ont été données.

2 Tout Etat contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, notifiera au dépositaire de la Convention

l'identité et les fonctions de l'autorité ou des autorités qui, dans cet Etat, sont compétentes pour délivrer le certificat. Il lui notifiera aussi toute modification dans la désignation de ces autorités.

Article 24

La reconnaissance d'une adoption ne peut être refusée dans un Etat contractant que si l'adoption est manifestement contraire à son ordre public, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Article 25

Tout Etat contractant peut déclarer au dépositaire de la Convention qu'il ne sera pas tenu de reconnaître en vertu de celle-ci les adoptions faites conformément à un accord conclu en application de l'article 39, paragraphe 2.

Article 26

1 La reconnaissance de l'adoption comporte celle

a du lien de filiation entre l'enfant et ses parents adoptifs;

b de la responsabilité parentale des parents adoptifs à l'égard de l'enfant;

c de la rupture du lien préexistant de filiation entre l'enfant et sa mère et son père, si l'adoption produit cet effet dans l'Etat contractant où elle a eu lieu.

2 Si l'adoption a pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, l'enfant jouit, dans l'Etat d'accueil et dans tout autre Etat contractant où l'adoption est reconnue, des droits équivalents à ceux résultant d'une adoption produisant cet effet dans chacun de ces Etats.

3 Les paragraphes précédents ne portent pas atteinte à l'application de toute disposition plus favorable à l'enfant, en vigueur dans l'Etat contractant qui reconnaît l'adoption.

Article 27

1 Lorsqu'une adoption faite dans l'Etat d'origine n'a pas pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, elle peut, dans l'Etat d'accueil qui reconnaît l'adoption conformément à la Convention, être convertie en une adoption produisant cet effet,

a si le droit de l'Etat d'accueil le permet; et

b si les consentements visés à l'article 4, lettres *c* et *d*, ont été ou sont donnés en vue d'une telle adoption.

2 L'article 23 s'applique à la décision de conversion.

placement of the child with a view to adoption or, if this is not appropriate, to arrange alternative long-term care; an adoption shall not take place until the Central Authority of the State of origin has been duly informed concerning the new prospective adoptive parents;

c as a last resort, to arrange the return of the child, if his or her interests so require.

2 Having regard in particular to the age and degree of maturity of the child, he or she shall be consulted and, where appropriate, his or her consent obtained in relation to measures to be taken under this Article.

Article 22

1 The functions of a Central Authority under this Chapter may be performed by public authorities or by bodies accredited under Chapter III, to the extent permitted by the law of its State.

2 Any Contracting State may declare to the depositary of the Convention that the functions of the Central Authority under Articles 15 to 21 may be performed in that State, to the extent permitted by the law and subject to the supervision of the competent authorities of that State, also by bodies or persons who –

a meet the requirements of integrity, professional competence, experience and accountability of that State; and

b are qualified by their ethical standards and by training or experience to work in the field of intercountry adoption.

3 A Contracting State which makes the declaration provided for in paragraph 2 shall keep the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law informed of the names and addresses of these bodies and persons.

4 Any Contracting State may declare to the depositary of the Convention that adoptions of children habitually resident in its territory may only take place if the functions of the Central Authorities are performed in accordance with paragraph 1.

5 Notwithstanding any declaration made under paragraph 2, the reports provided for in Articles 15 and 16 shall, in every case, be prepared under the responsibility of the Central Authority or other authorities or bodies in accordance with paragraph 1.

CHAPTER V – RECOGNITION AND EFFECTS OF THE ADOPTION

Article 23

1 An adoption certified by the competent authority of the State of the adoption as having been made in accordance with the Convention shall be recognized by operation of law in the other Contracting States. The certificate shall specify when and by whom the agreements under Article 17, sub-paragraph *c*, were given.

2 Each Contracting State shall, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or

accession, notify the depositary of the Convention of the identity and the functions of the authority or the authorities which, in that State, are competent to make the certification. It shall also notify the depositary of any modification in the designation of these authorities.

Article 24

The recognition of an adoption may be refused in a Contracting State only if the adoption is manifestly contrary to its public policy, taking into account the best interests of the child.

Article 25

Any Contracting State may declare to the depositary of the Convention that it will not be bound under this Convention to recognize adoptions made in accordance with an agreement concluded by application of Article 39, paragraph 2.

Article 26

1 The recognition of an adoption includes recognition of

a the legal parent-child relationship between the child and his or her adoptive parents;

b parental responsibility of the adoptive parents for the child;

c the termination of a pre-existing legal relationship between the child and his or her mother and father, if the adoption has this effect in the Contracting State where it was made.

2 In the case of an adoption having the effect of terminating a pre-existing legal parent-child relationship, the child shall enjoy in the receiving State, and in any other Contracting State where the adoption is recognized, rights equivalent to those resulting from adoptions having this effect in each such State.

3 The preceding paragraphs shall not prejudice the application of any provision more favourable for the child, in force in the Contracting State which recognizes the adoption.

Article 27

1 Where an adoption granted in the State of origin does not have the effect of terminating a pre-existing legal parent-child relationship, it may, in the receiving State which recognizes the adoption under the Convention, be converted into an adoption having such an effect –

a if the law of the receiving State so permits; and

b if the consents referred to in Article 4, sub-paragraphs *c* and *d*, have been or are given for the purpose of such an adoption.

2 Article 23 applies to the decision converting the adoption.

Article 28

La Convention ne déroge pas aux lois de l'Etat d'origine qui requièrent que l'adoption d'un enfant résidant habituellement dans cet Etat doive avoir lieu dans cet Etat ou qui interdisent le placement de l'enfant dans l'Etat d'accueil ou son déplacement vers cet Etat avant son adoption.

Article 29

Aucun contact entre les futurs parents adoptifs et les parents de l'enfant ou toute autre personne qui a la garde de celui-ci ne peut avoir lieu tant que les dispositions de l'article 4, lettres *a* à *c*, et de l'article 5, lettre *a*, n'ont pas été respectées, sauf si l'adoption a lieu entre membres d'une même famille ou si les conditions fixées par l'autorité compétente de l'Etat d'origine sont remplies.

Article 30

1 Les autorités compétentes d'un Etat contractant veillent à conserver les informations qu'elles détiennent sur les origines de l'enfant, notamment celles relatives à l'identité de sa mère et de son père, ainsi que les données sur le passé médical de l'enfant et de sa famille.

2 Elles assurent l'accès de l'enfant ou de son représentant à ces informations, avec les conseils appropriés, dans la mesure permise par la loi de leur Etat.

Article 31

Sous réserve de l'article 30, les données personnelles rassemblées ou transmises conformément à la Convention, en particulier celles visées aux articles 15 et 16, ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été rassemblées ou transmises.

Article 32

1 Nul ne peut tirer un gain matériel indu en raison d'une intervention à l'occasion d'une adoption internationale.

2 Seuls peuvent être demandés et payés les frais et dépenses, y compris les honoraires raisonnables des personnes qui sont intervenues dans l'adoption.

3 Les dirigeants, administrateurs et employés d'organismes intervenant dans une adoption ne peuvent recevoir une rémunération disproportionnée par rapport aux services rendus.

Article 33

Toute autorité compétente qui constate qu'une des dispositions de la Convention a été méconnue ou risque manifestement de l'être en informe aussitôt l'Autorité centrale de l'Etat dont elle relève. Cette Autorité centrale a la responsabilité de veiller à ce que les mesures utiles soient prises.

Article 34

Si l'autorité compétente de l'Etat destinataire d'un document le requiert, une traduction certifiée conforme doit être produite. Sauf dispense, les frais de traduction sont à la charge des futurs parents adoptifs.

Article 35

Les autorités compétentes des Etats contractants agissent rapidement dans les procédures d'adoption.

Article 36

Au regard d'un Etat qui connaît, en matière d'adoption, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes:

a toute référence à la résidence habituelle dans cet Etat vise la résidence habituelle dans une unité territoriale de cet Etat;

b toute référence à la loi de cet Etat vise la loi en vigueur dans l'unité territoriale concernée;

c toute référence aux autorités compétentes ou aux autorités publiques de cet Etat vise les autorités habilitées à agir dans l'unité territoriale concernée;

d toute référence aux organismes agréés de cet Etat vise les organismes agréés dans l'unité territoriale concernée.

Article 37

Au regard d'un Etat qui connaît, en matière d'adoption, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat vise le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

Article 38

Un Etat dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'adoption ne sera pas tenu d'appliquer la Convention lorsqu'un Etat dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu de l'appliquer.

Article 39

1 La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des Etats contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les Etats liés par de tels instruments.

2 Tout Etat contractant pourra conclure avec un ou plusieurs autres Etats contractants des accords en vue de favoriser l'application de la Convention dans leurs rapports réciproques. Ces accords ne pourront déroger qu'aux dispositions des articles 14 à 16 et 18 à 21. Les Etats qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au depositaire de la Convention.

Article 28

The Convention does not affect any law of a State of origin which requires that the adoption of a child habitually resident within that State take place in that State or which prohibits the child's placement in, or transfer to, the receiving State prior to adoption.

Article 29

There shall be no contact between the prospective adoptive parents and the child's parents or any other person who has care of the child until the requirements of Article 4, sub-paragraphs *a* to *c*, and Article 5, sub-paragraph *a*, have been met, unless the adoption takes place within a family or unless the contact is in compliance with the conditions established by the competent authority of the State of origin.

Article 30

1 The competent authorities of a Contracting State shall ensure that information held by them concerning the child's origin, in particular information concerning the identity of his or her parents, as well as the medical history, is preserved.

2 They shall ensure that the child or his or her representative has access to such information, under appropriate guidance, in so far as is permitted by the law of that State.

Article 31

Without prejudice to Article 30, personal data gathered or transmitted under the Convention, especially data referred to in Articles 15 and 16, shall be used only for the purposes for which they were gathered or transmitted.

Article 32

1 No one shall derive improper financial or other gain from an activity related to an intercountry adoption.

2 Only costs and expenses, including reasonable professional fees of persons involved in the adoption, may be charged or paid.

3 The directors, administrators and employees of bodies involved in an adoption shall not receive remuneration which is unreasonably high in relation to services rendered.

Article 33

A competent authority which finds that any provision of the Convention has not been respected or that there is a serious risk that it may not be respected, shall immediately inform the Central Authority of its State. This Central Authority shall be responsible for ensuring that appropriate measures are taken.

Article 34

If the competent authority of the State of destination of a document so requests, a translation certified as being in conformity with the original must be furnished. Unless otherwise provided, the costs of such translation are to be borne by the prospective adoptive parents.

Article 35

The competent authorities of the Contracting States shall act expeditiously in the process of adoption.

Article 36

In relation to a State which has two or more systems of law with regard to adoption applicable in different territorial units –

a any reference to habitual residence in that State shall be construed as referring to habitual residence in a territorial unit of that State;

b any reference to the law of that State shall be construed as referring to the law in force in the relevant territorial unit;

c any reference to the competent authorities or to the public authorities of that State shall be construed as referring to those authorized to act in the relevant territorial unit;

d any reference to the accredited bodies of that State shall be construed as referring to bodies accredited in the relevant territorial unit.

Article 37

In relation to a State which with regard to adoption has two or more systems of law applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the legal system specified by the law of that State.

Article 38

A State within which different territorial units have their own rules of law in respect of adoption shall not be bound to apply the Convention where a State with a unified system of law would not be bound to do so.

Article 39

1 The Convention does not affect any international instrument to which Contracting States are Parties and which contains provisions on matters governed by the Convention, unless a contrary declaration is made by the States Parties to such instrument.

2 Any Contracting State may enter into agreements with one or more other Contracting States, with a view to improving the application of the Convention in their mutual relations. These agreements may derogate only from the provisions of Articles 14 to 16 and 18 to 21. The States which have concluded such an agreement shall transmit a copy to the depositary of the Convention.

Article 40

Aucune réserve à la Convention n'est admise.

Article 41

La Convention s'applique chaque fois qu'une demande visée à l'article 14 a été reçue après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'Etat d'accueil et l'Etat d'origine.

Article 42

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention.

CHAPITRE VII – CLAUSES FINALES

Article 43

1 La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Dix-septième session et des autres Etats qui ont participé à cette Session.

2 Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

Article 44

1 Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 46, paragraphe 1.

2 L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.

3 L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 48, lettre b. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au dépositaire.

Article 45

1 Un Etat qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2 Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3 Si un Etat ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet Etat.

Article 46

1 La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 43.

2 Par la suite, la Convention entrera en vigueur:

a pour chaque Etat ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, ou adhérent, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'article 45, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification visée dans cet article.

Article 47

1 Tout Etat Partie à la Convention pourra dénoncer celle-ci par une notification adressée par écrit au dépositaire.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification.

Article 48

Le dépositaire notifiera aux Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, aux autres Etats qui ont participé à la Dix-septième session, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 44:

a les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 43;

b les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 44;

c la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 46;

d les déclarations et les désignations mentionnées aux articles 22, 23, 25 et 45;

e les accords mentionnés à l'article 39;

f les dénonciations visées à l'article 47.

Article 40

No reservation to the Convention shall be permitted.

Article 41

The Convention shall apply in every case where an application pursuant to Article 14 has been received after the Convention has entered into force in the receiving State and the State of origin.

Article 42

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals convene a Special Commission in order to review the practical operation of the Convention.

CHAPTER VII – FINAL CLAUSES

Article 43

1 The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Seventeenth Session and by the other States which participated in that Session.

2 It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

Article 44

1 Any other State may accede to the Convention after it has entered into force in accordance with Article 46, paragraph 1.

2 The instrument of accession shall be deposited with the depositary.

3 Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the six months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph *b* of Article 48. Such an objection may also be raised by States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the depositary.

Article 45

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in the Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 Any such declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention is to extend to all territorial units of that State.

Article 46

1 The Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in Article 43.

2 Thereafter the Convention shall enter into force –

a for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

b for a territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 45, on the first day of the month following the expiration of three months after the notification referred to in that Article.

Article 47

1 A State Party to the Convention may denounce it by a notification in writing addressed to the depositary.

2 The denunciation takes effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation takes effect upon the expiration of such longer period after the notification is received by the depositary.

Article 48

The depositary shall notify the States Members of the Hague Conference on Private International Law, the other States which participated in the Seventeenth Session and the States which have acceded in accordance with Article 44, of the following –

a the signatures, ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 43;

b the accessions and objections raised to accessions referred to in Article 44;

c the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 46;

d the declarations and designations referred to in Articles 22, 23, 25 and 45;

e the agreements referred to in Article 39;

f the denunciations referred to in Article 47.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 19..*, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de la Dix-septième session, ainsi qu'à chacun des autres Etats ayant participé à cette Session.

* La Convention a été signée immédiatement après la signature de l'Acte final le 29 mai 1993 et porte cette date.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the day of 19..*, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Seventeenth Session and to each of the other States which participated in that Session.

* The Convention was signed immediately after the signature of the Final Act on 29 May 1993 and thus bears that date.

B Les Décisions suivantes sur les matières à porter à l'ordre du jour de la Conférence:

La Dix-septième session,

Se fondant sur les propositions et suggestions émises au sein de la Première commission,

1 Décide d'inscrire à l'ordre du jour des travaux de la Dix-huitième session la revision de la *Convention du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs* et une extension éventuelle du domaine de la nouvelle convention à la protection des incapables majeurs.

2 a Décide d'inscrire à l'ordre du jour des travaux de la Conférence la question de la reconnaissance et de l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale;

b Demande au Secrétaire général d'instituer, dès que possible, une Commission spéciale chargée

– d'étudier plus avant les problèmes soulevés par l'élaboration d'une nouvelle convention sur la base d'un document préparé par le Bureau Permanent et tenant compte des discussions de la Dix-septième session,

– d'émettre des propositions relatives aux travaux qui pourraient être entrepris,

– de suggérer un calendrier des travaux;

c Laisse à la Commission spéciale sur les affaires générales et la politique de la Conférence le soin de faire des recommandations à la Dix-huitième session sur les mesures à prendre dans le futur.

3 Décide d'inscrire également à l'ordre du jour du programme de travail de la Conférence la question de la détermination de la loi applicable et éventuellement des conflits de juridictions en matière de responsabilité pour les dommages causés à l'environnement.

4 Décide de maintenir ou d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence, mais sans priorité:

a la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de successions,

b la protection de la vie privée en matière de flux transfrontière de données,

c la loi applicable aux couples non mariés,

d la loi applicable aux effets de commerce,

e les problèmes juridiques internationaux soulevés par les échanges de données informatisées,

f la loi applicable aux garanties bancaires,

g la loi applicable à la concurrence déloyale.

5 Charge le Secrétaire général de convoquer à un moment approprié des Commissions spéciales pour étudier le fonctionnement des Conventions suivantes:

a les Conventions de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires et celles concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires, ainsi que la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*,

b Les Conventions de La Haye sur la procédure civile et l'entraide judiciaire administrative internationale.

C La Décision suivante:

La Dix-septième session de la Conférence de La Haye de droit international privé;

Considérant que la *Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* sera applicable aux enfants qui ont leur résidence habituelle dans les Etats contractants dans les circonstances visées à son article 2;

Soucieuse de ce que les enfants réfugiés et autres enfants internationalement déplacés reçoivent l'attention spéciale dans le cadre de cette Convention que leur situation particulièrement vulnérable peut exiger;

Considérant la nécessité d'un examen poursuivi de ce sujet et éventuellement celle d'élaborer un instrument spécial supplémentaire à cette Convention;

Prie le Secrétaire général de la Conférence de La Haye, en consultation avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, de convoquer dans un proche avenir un groupe de travail pour étudier cette question et faire des propositions spécifiques qui pourraient être soumises à une Commission spéciale de la Conférence de La Haye afin d'assurer la protection appropriée de ces catégories d'enfants.

B The following Decisions on matters pertaining to the Agenda of the Conference –

The Seventeenth Session,

Having regard to the proposals and suggestions advanced within the First Commission –

1 Decides to include in the Agenda of the Eighteenth Session the revision of the *Convention of 5 October 1961 concerning the powers of authorities and the law applicable in respect of the protection of minors*, and a possible extension of the new convention's scope to the protection of incapacitated adults.

2 *a* Decides to include in the Agenda for the work of the Conference the question of the recognition and enforcement of foreign judgments in civil and commercial matters;

b Requests the Secretary General to convene as soon as is feasible a Special Commission charged with

– studying further the problems involved in drafting a new convention, on the basis of a document prepared by the Permanent Bureau, taking into account the discussions of the Seventeenth Session,

– making proposals with respect to the work which might be undertaken,

– suggesting the timing of such work;

c Leaves it to the Special Commission on general affairs and policy of the Conference to make recommendations to the Eighteenth Session on the further steps to be taken.

3 Decides to include also in the Agenda for the work programme of the Conference the question of the determination of the law applicable, and possibly questions arising from conflicts of jurisdiction, in respect of civil liability for environmental damage.

4 Decides to include or retain in the Agenda of the Conference, but without priority –

a jurisdiction, and recognition and enforcement of decisions in matters of succession upon death,

b protection of privacy in connection with transfrontier data flows,

c the law applicable to unmarried couples,

d the law applicable to negotiable instruments,

e the international legal problems raised by electronic data interchange,

f the law applicable to bank guarantees,

g the law applicable to unfair competition.

5 Requests the Secretary General to convene at appropriate times Special Commissions to study the operation of the following Conventions –

a Hague Conventions on the law applicable to or on the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations, as well as the *New York Convention of 20 June 1956 on the Recovery Abroad of Maintenance*,

b Hague Conventions on civil procedure and on international judicial and administrative co-operation.

C The following Decision –

The Seventeenth Session of the Hague Conference on private international law;

Considering that the *Convention on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption* will apply to children habitually resident in the Contracting States under the circumstances described in Article 2 of the Convention;

Concerned that refugee children and other internationally displaced children be afforded the special consideration within the framework of this Convention that their particularly vulnerable situation may require;

Considering the consequent need for further study and possibly the elaboration of a special instrument supplementary to this Convention;

Requests the Secretary General of the Hague Conference, in consultation with the United Nations High Commissioner for Refugees, to convoke in the near future a working group to examine this issue and make specific proposals which might be submitted to a Special Commission of the Hague Conference to ensure appropriate protection of these categories of children.

D La Résolution suivante:

La Dix-septième session, en présence des Ministres de la Justice et des Hauts Représentants des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, réunis à La Haye le 19 mai 1993 à l'occasion de la célébration du Centenaire de la Conférence,

Considérant que, selon le Statut, le but de la Conférence est de travailler à l'unification progressive des règles de droit international privé,

Considérant l'oeuvre unique, vaste et importante accomplie par la Conférence, et l'efficacité de ses méthodes de travail confirmée par le fait que trente et une Conventions ont été élaborées depuis la Septième session de 1951,

Confirmant que la mission de la Conférence est de faciliter les relations des personnes privées à travers les frontières et le commerce juridique international,

Reconnaissant en outre que la Conférence se développe en centre mondial au service de la coopération internationale judiciaire et administrative en matière de droit privé, notamment dans le domaine de la protection de l'enfance,

Considérant cependant qu'il est essentiel que la Conférence continue à être efficacement soutenue par ses Etats membres, à l'intérieur de leur Pays et dans les autres enceintes internationales,

Félicite la Conférence pour sa contribution dans le domaine du droit international privé au cours du siècle écoulé;

Encourage les Etats membres, aussi bien à maintenir et à renforcer leur soutien à la Conférence, qu'à stimuler les Etats non membres à se joindre à la Conférence;

Recommande aux Etats membres:

- 1 de rechercher et développer, en consultation avec le Bureau Permanent, les mécanismes propres à encourager une plus large participation aux Conventions de La Haye;
- 2 de prendre les mesures appropriées pour diffuser l'information sur l'existence et le fonctionnement des Conventions;
- 3 d'arrêter en coopération avec le Bureau Permanent des mécanismes efficaces pour mettre en oeuvre les Conventions;
- 4 de coordonner plus complètement leurs positions concernant le droit international privé dans les diverses enceintes internationales qui s'occupent de l'unification ou de l'harmonisation des questions de droit privé.

E Le Voeu suivant:

La Dix-septième session,

Considérant que la *Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* prévoit,

a en son article 4, lettre *c*, que les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'Etat d'origine de l'enfant se sont assurées que les consentements requis ont été donnés dans le respect de certaines garanties,

b en son article 23, paragraphe 1, que la reconnaissance d'une adoption faite conformément à la Convention suppose la délivrance d'un certificat constatant cette conformité,

Convaincue que l'utilisation, par les autorités compétentes des Etats contractants, de formules inspirées d'un même modèle peut favoriser l'application correcte et uniforme de ces dispositions,

Emet le Voeu que les Experts participant à la première réunion de la Commission spéciale convoquée en vertu de l'article 42 de la Convention établissent des formules modèles à cet effet.

D The following Resolution –

The Seventeenth Session, in the presence of the Ministers of Justice and High Representatives of the States Members of the Hague Conference on private international law, meeting at The Hague on 19 May 1993 on the occasion of the celebration of the Centenary of the Conference,

Considering that according to its Statute, the Conference's purpose is to work for the progressive unification of the rules of private international law,

Considering the unique, broad and important work accomplished by the Conference and the effectiveness of its working methods confirmed by the fact that since the Seventh Session in 1951 thirty-one Conventions have been drawn up,

Confirming that the Conference's mission is to facilitate both the relationships between private parties across international borders and international legal transactions,

Recognizing that the Conference also is developing into a worldwide centre in the service of international judicial and administrative co-operation in the field of private law, and particularly in the area of child protection,

Considering however that it is essential that the Conference continue to be effectively supported by its Member States within their Countries and in other international organizations,

Congratulates the Conference on its contributions to the field of private international law over the past century;

Urges Member States both to maintain and enhance their support for the Conference and to encourage non-Member States to join the Conference;

Recommends to the Member States that they –

1 explore and develop mechanisms in consultation with the Permanent Bureau to encourage wider adherence to Hague Conventions;

2 take the appropriate measures to publicize the existence and the operation of the Conventions;

3 work in co-operation with the Permanent Bureau to develop effective mechanisms to implement the Conventions;

4 co-ordinate more fully their positions on private international law in various international bodies involved with unification or harmonization of questions of private law.

E The following Wish –

The Seventeenth Session,

Considering that the *Convention on Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption* provides –

a in Article 4, sub-paragraph *c*, that adoptions under the Convention shall take place only if the competent authorities of the State of origin of the child have ensured that the required consents have been given in conformity with certain safeguards,

b in Article 23, paragraph 1, that the recognition of an adoption made under the Convention requires a document certifying that the adoption has been made in accordance with the Convention,

Convinced that the use of forms based on a uniform model by the competent authorities of the Contracting States may promote the proper and uniform application of those provisions,

Expresses the Wish that the Experts participating in the first meeting of the Special Commission convened in accordance with Article 42 establish recommended forms to that effect.

Done at The Hague on the 29th day of May nineteen hundred and ninety-three in a single copy which shall be deposited in the archives of the Permanent Bureau, and of which a certified copy shall be sent to each of the Governments represented at the Seventeenth Session of the Conference.

Jing Fung
 W. for
 104 W.

figural.

*Pour la République d'Autriche
For the Republic of Austria*

Alonso Ruiz

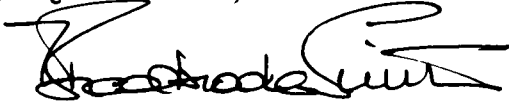
79 Rose — M. Mangeldey
~~_____~~
~~_____~~ ~~_____~~

Marienne Thomas

Pour le Canada,
For Canada,

Rene Lussier

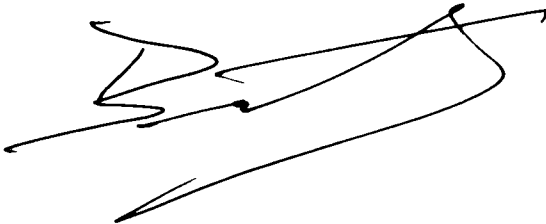
Lorraine B. Fernandes



Alfred
Desjardins

RShergo

Pour la République du Chili,
For the Republic of Chile,



Weyal

Pour la République populaire de Chine,
For the People's Republic of China,

唐永元 王明

Pour la République de Chypre,
For the Republic of Cyprus,

Stavros

Pour le Royaume du Danemark,
For the Kingdom of Denmark,

Lars Daniel



Pour la République arabe d'Egypte,
For the Arab Republic of Egypt,

Pour le Royaume d'Espagne,
For the Kingdom of Spain,

~~Antonio~~ JAVIER

~~Regia Borja~~

Pour les Etats-Unis d'Amérique,
For the United States of America,

Peter A. [Signature] Glenn A. [Signature] J. [Signature]
W. [Signature]

Pour la République de Finlande,
For the Republic of Finland,

[Signature] Jaima Rikkinen

Pour la République française,
For the French Republic,

Henri [Signature] Claudine
Jaco

Pour la République hellénique,
For the Hellenic Republic,

E. Kispis [Signature] [Signature]

Pour la République de Hongrie,
For the Republic of Hungary,

Károly [Signature]

*Pour l'Irlande,
For Ireland,*

William J. ... Bernard ...

*Pour l'Etat d'Israël,
For the State of Israel,*

La délégation d'Israël, ayant dû partir avant la fin des travaux de la Dix-septième session,
n'a pu assister à la séance de signature.

The delegation of Israel, having to leave before the end of the Seventeenth Session,
was unable to take part in the ceremony of signature.

*Pour la République italienne,
For the Italian Republic,*

Antonio ...

*Pour le Japon,
For Japan,*

李田造郎 島語淳子 坂 徳
楊子民 清水 御

*Pour le Grand-Duché de Luxembourg,
For the Grand Duchy of Luxembourg,*

W. ...

*Pour les Etats-Unis du Mexique,
For the United Mexican States,*

...

...

Lise Gundersky

[Handwritten signature]

Brassica:

Handwritten:
D.A. Lieke
Dowdree van Iersm

Beltrich-

Re. Manu Manu

For Romania,
 Joe W. Angler
~~Chairman~~
 Board

RGS Files.
M. J. Brennan

*Pour la République de Slovénie,
For the Republic of Slovenia,*

Peterl

*Pour le Royaume de Suède,
For the Kingdom of Sweden,*

Gringhansen *Lars Fredriksson*

*Pour la Confédération suisse,
For the Swiss Confederation,*

Ameliegrenis *A. Baccin*

*Pour la République tchèque,
For the Czech Republic,*

Holub
Uhr

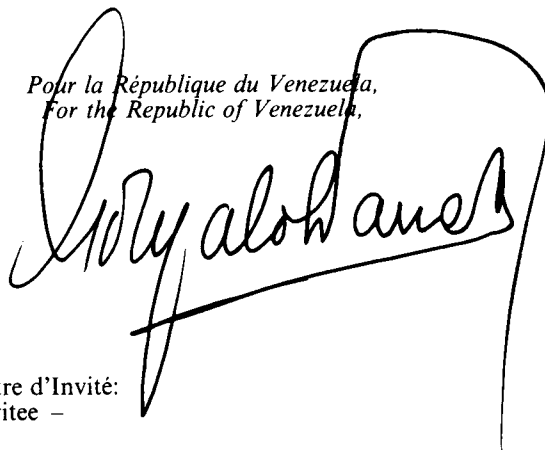
*Pour la République turque,
For the Republic of Turkey,*

Ölmez

*Pour la République orientale de l'Uruguay,
For the Eastern Republic of Uruguay,*

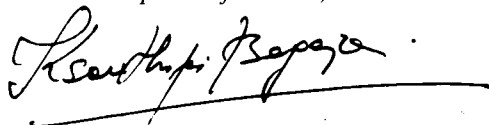
Amis

Pour la République du Venezuela,
For the Republic of Venezuela,

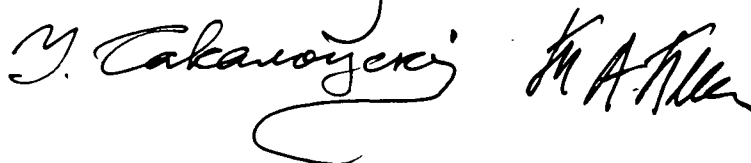


Signent la Partie A de l'Acte final à titre d'Invité:
Signing Part A of the Final Act as Invitee -

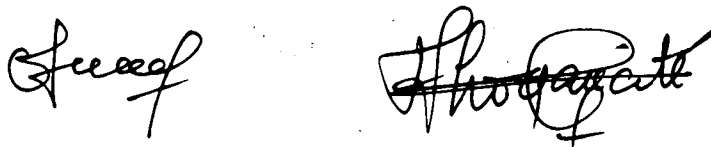
Pour la République de l'Albanie.
For the Republic of Albania,



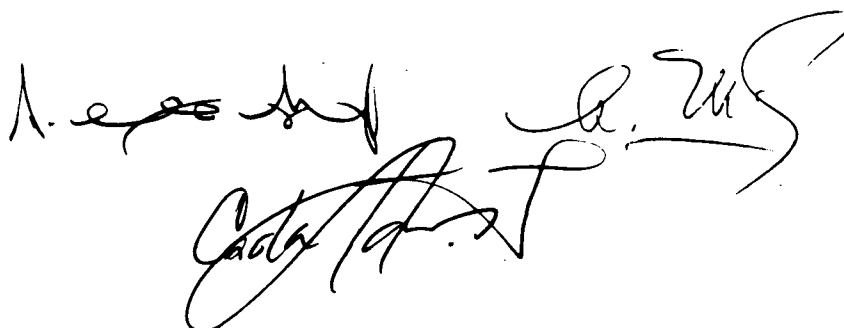
Pour la République du Bélarus,
For the Republic of Belarus,



Pour la République du Bénin,
For the Republic of Benin,



Pour la République de Bolivie,
For the Republic of Bolivia,



Pour la République fédérative du Brésil,
For the Federative Republic of Brazil,

Alfredo Cerin
Alfredo Cerin
Alfredo Cerin

Pour la République de Bulgarie,
For the Republic of Bulgaria,

B. Chavcheva

Pour le Burkina Faso,
For Burkina Faso,

TAPSoba NDOUG
TAPSoba NDOUG

Bado Jean
Bado Jean

Pour la République de Colombie,
For the Republic of Colombia,

U. A. de la Cruz

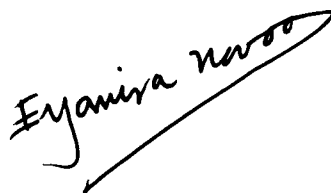
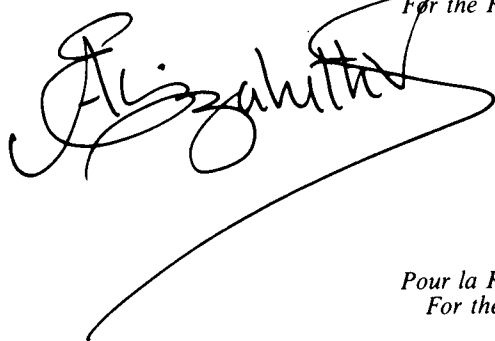
Pour la République de Corée,
For the Republic of Korea,

Byung K. Han

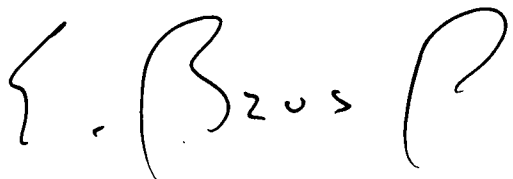
Pour la République du Costa Rica,
For the Republic of Costa Rica,

U. A. de la Cruz
U. A. de la Cruz

*Pour la République d'El Salvador,
For the Republic of El Salvador,*



*Pour la République de l'Equateur,
For the Republic of Ecuador,*



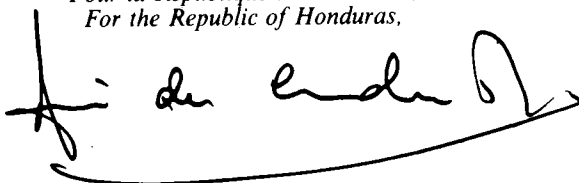
*Pour la République d'Haïti,
For the Republic of Haiti,*

La délégation d'Haïti, ayant dû partir avant la fin des travaux de la Dix-septième session,
n'a pu assister à la séance de signature.

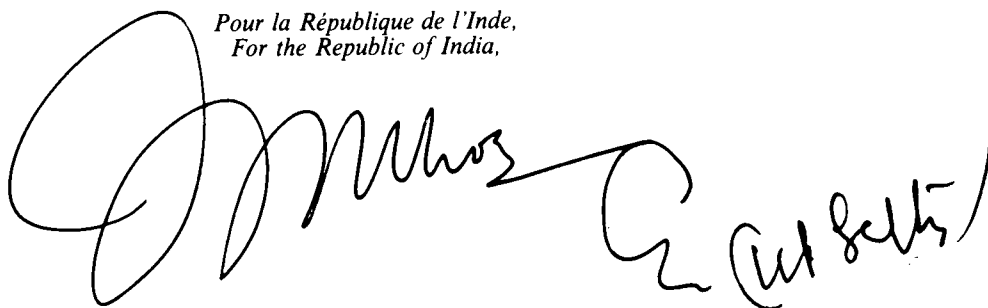
The delegation of Haiti, having to leave before the end of the Seventeenth Session,
was unable to take part in the ceremony of signature.



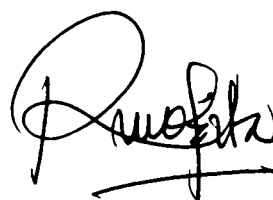
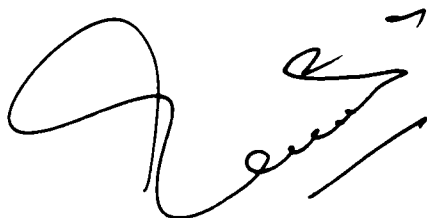
*Pour la République du Honduras,
For the Republic of Honduras,*



*Pour la République de l'Inde,
For the Republic of India,*



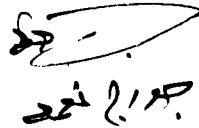
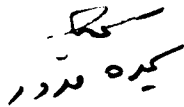
*Pour la République d'Indonésie,
For the Republic of Indonesia,*



*Pour la République du Kenya,
For the Republic of Kenya,*



*Pour la République libanaise,
For the Lebanese Republic,*



*Pour la République de Madagascar,
For the Republic of Madagascar,*



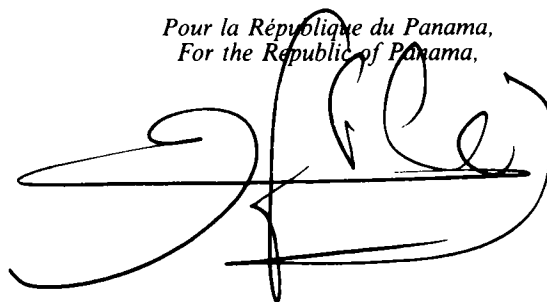
*Pour la République de Maurice,
For the Republic of Mauritius,*



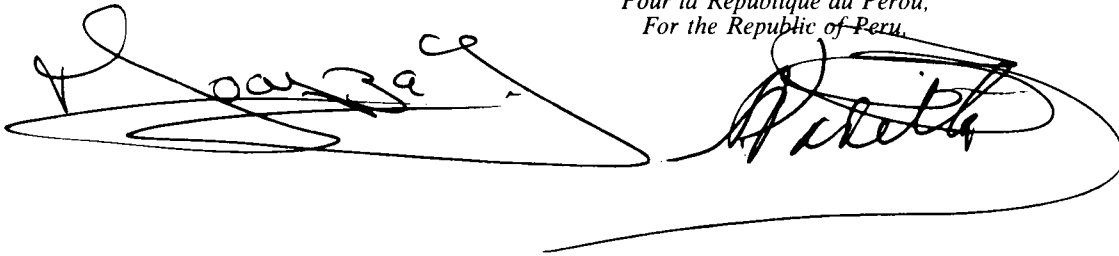
*Pour le Royaume du Népal,
For the Kingdom of Nepal,*



*Pour la République du Panama,
For the Republic of Panama,*



*Pour la République du Pérou,
For the Republic of Peru,*

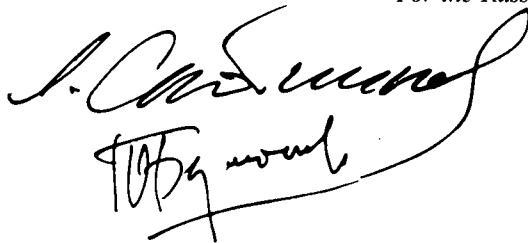


*Pour la République des Philippines,
For the Republic of the Philippines,*

Landes G. Balanon



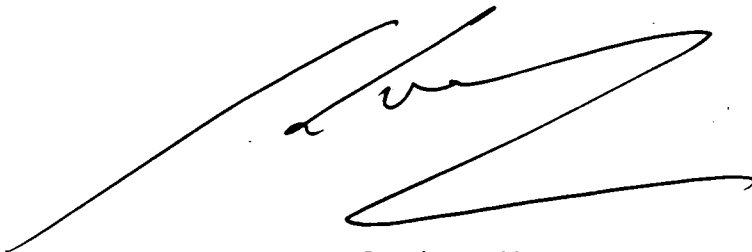
*Pour la Fédération de Russie,
For the Russian Federation,*



*Pour le Saint-Siège,
For the Holy See,*



*Pour la République du Sénégal,
For the Republic of Senegal,*



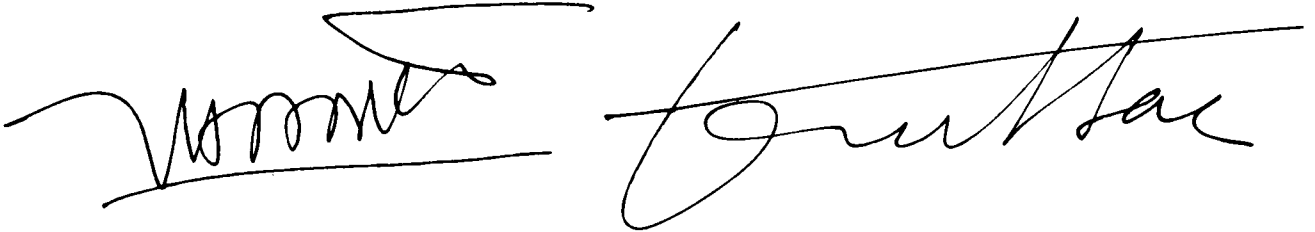
*Pour la République socialiste démocratique de Sri Lanka,
For the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka,*



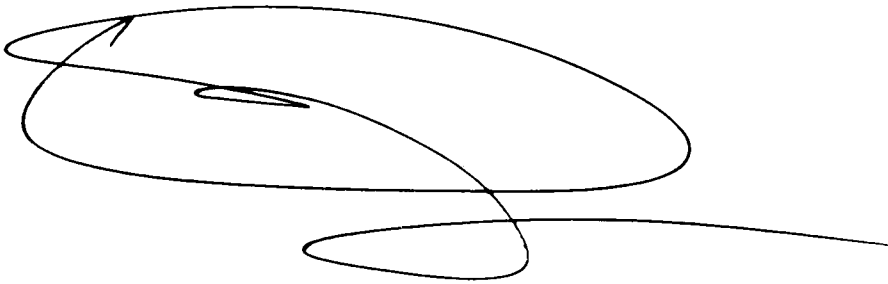
*Pour le Royaume de Thaïlande,
For the Kingdom of Thailand,*

A stylized, cursive signature in black ink, likely belonging to a Thai official.

*Pour la République socialiste du Viet Nam,
For the Socialist Republic of Viet Nam,*

Two distinct cursive signatures in black ink, representing the Vietnamese delegation.

*Le Secrétaire général,
The Secretary General,*

A large, bold, and highly stylized cursive signature in black ink, identifying the Secretary General.

Dix-septième session
Seventeenth Session

Matières diverses Travaux préliminaires

Miscellaneous matters
Preliminary work

Liste des documents préliminaires¹

Note sur le problème de la loi applicable aux virements internationaux. – (*Document préliminaire No 1 de novembre 1991*), *infra*, p. 62.

Note sur les problèmes de la garantie indépendante et de la lettre de crédit stand-by. – (*Document préliminaire No 2 de janvier 1992*), *infra*, p. 76.

Note sur les problèmes qui, en matière de droit commercial, résultent de l'utilisation de procédés électroniques. – (*Document préliminaire No 3 d'avril 1992*), *infra*, p. 88.

Note sur la responsabilité civile pour fait de concurrence déloyale et sur les mesures conservatoires connexes. – (*Document préliminaire No 4 d'avril 1992*), *infra*, p. 96.

Note sur le problème de la loi applicable aux couples non mariés. – (*Document préliminaire No 5 d'avril 1992*), *infra*, p. 108.

Note sur la protection des incapables majeurs. – (*Document préliminaire No 6 d'avril 1992*), *infra*, p. 148.

Note sur la loi applicable aux obligations contractuelles. – (*Document préliminaire No 7 d'avril 1992*), *infra*, p. 154.

Rapport sur la loi applicable aux effets de commerce. – (*Document préliminaire No 8 d'avril 1992*), *infra*, p. 158.

Note sur la loi applicable à la responsabilité civile pour dommages causés à l'environnement. – (*Document préliminaire No 9 de mai 1992*), *infra*, p. 186.

Mise à jour de la question de la loi applicable aux contrats de licence et de transfert de savoir-faire. – (*Document préliminaire No 10 de mai 1992*), *infra*, p. 212.

Note relative à la Convention sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits. – (*Document préliminaire No 11 de mai 1992*), *infra*, p. 214.

Note relative aux Commissions spéciales chargées d'étudier le fonctionnement des Conventions sur la procédure civile. – (*Document préliminaire No 12 de mai 1992*), *infra*, p. 216.

Note sur certaines questions relatives au fonctionnement de la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers. – (*Document préliminaire No 13 de mai 1992*), *infra*, p. 218.

Note sur la compétence judiciaire et la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de successions. – (*Document préliminaire No 14 de mai 1992*), *infra*, p. 220.

Succession d'Etats et succession aux Conventions de La Haye, rapport établi par le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. – (*Document préliminaire No 15 de mai 1992*)².

Sélection des Conventions de La Haye devant faire l'objet d'un tour de table. – (*Document préliminaire No 16 de mai 1992*), *infra*, p. 228.

Quelques réflexions du Bureau Permanent sur une convention générale sur l'exécution des jugements. – (*Document préliminaire No 17 de mai 1992*), *infra*, p. 230.

Conclusions de la Commission spéciale de juin 1992 sur les affaires générales et la politique de la Conférence. – (*Document préliminaire No 18 d'août 1992*), *infra*, p. 244.

Conclusions du Groupe de travail sur l'exécution des jugements. – (*Document préliminaire No 19 de novembre 1992*), *infra*, p. 256.

Questionnaire sur la loi applicable aux virements internationaux. Aperçu synthétique des réponses. – (*Document préliminaire No 20 de mars 1993*), *infra*, p. 264.

Projet de Résolution des Ministres de la Justice des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, soumis à l'occasion du Centenaire de la Conférence. – (*Document préliminaire No 21 de mai 1993*), *infra*, p. 280.

Le Centenaire de la Conférence de La Haye: l'occasion d'examiner de nouvelles orientations dans les méthodes de travail de l'organisation? – (*Document préliminaire No 22 de mai 1993*), *infra*, p. 282.

Résumé et synthèse des réponses au Questionnaire sur la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 sur la légalisation. – (*Document préliminaire No 23 de mai 1993*), *infra*, p. 290.

Succession d'Etats et succession aux Conventions de La Haye. – (*Document préliminaire No 24 de mai 1993*), *infra*, p. 294.

Echange d'informations sur l'état des Conventions de La Haye, notes soumises par le Gouvernement du Royaume-Uni (*version originale uniquement en anglais*). – (*Document préliminaire No 25 de mai 1993*), *infra*, p. 298.

¹ La table des matières se trouve à la fin du tome.

² Ce document, établi pour information à usage interne, n'a pas été reproduit dans ce tome.

List of preliminary documents¹

Note on the problem of the law applicable to international credit transfers. – (*Preliminary Document No 1 of November 1991*), *infra*, p. 63.

Note on the problems of independent guarantees and stand-by letters of credit. – (*Preliminary Document No 2 of January 1992*), *infra*, p. 77.

Note on problems which, in the area of commercial law, arise from the utilization of electronic processes. – (*Preliminary Document No 3 of April 1992*), *infra*, p. 89.

Note on civil liability for unfair competition and related conservatory measures. – (*Preliminary Document No 4 of April 1992*), *infra*, p. 97.

Note on the law applicable to unmarried couples. – (*Preliminary Document No 5 of April 1992*), *infra*, p. 109.

Note on the protection of incapable adults. – (*Preliminary Document No 6 of April 1992*), *infra*, p. 149.

Note on the law applicable to contractual obligations. – (*Preliminary Document No 7 of April 1992*), *infra*, p. 155.

Report on the law applicable to negotiable instruments. – (*Preliminary Document No 8 of April 1992*), *infra*, p. 159.

Note on the law applicable to civil liability for environmental damage. – (*Preliminary Document No 9 of May 1992*), *infra*, p. 187.

Update on the law applicable to agreements on licensing of technology and on transfer of know-how. – (*Preliminary Document No 10 of May 1992*), *infra*, p. 213.

Note on the Convention on the Law Applicable to Products Liability. – (*Preliminary Document No 11 of May 1992*), *infra*, p. 215.

Note on the Special Commission studying the operation of Conventions on Civil Procedure. – (*Preliminary Document No 12 of May 1992*), *infra*, p. 217.

Note on certain questions concerning the operation of the Hague Convention of 5 October 1961 Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents. – (*Preliminary Document No 13 of May 1992*), *infra*, p. 219.

Note on judicial jurisdiction and recognition and enforcement of decisions in matters of succession upon death. – (*Preliminary Document No 14 of May 1992*), *infra*, p. 221.

State succession and succession to the Hague Conventions, report drawn up by the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands. – (*Preliminary Document No 15 of May 1992*)².

Selection of Hague Conventions for consideration at round-table meetings. – (*Preliminary Document No 16 of May 1992*), *infra*, p. 229.

Some reflections of the Permanent Bureau on a general convention on enforcement of judgments. – (*Preliminary Document No 17 of May 1992*), *infra*, p. 231.

Conclusions of the Special Commission of June 1992 on general affairs and policy of the Conference. – (*Preliminary Document No 18 of August 1992*), *infra*, p. 245.

Conclusions of the Working Group meeting on enforcement of judgments. – (*Preliminary Document No 19 of November 1992*), *infra*, p. 257.

Questionnaire on the law applicable to international credit transfers. Synthesis of replies. – (*Preliminary Document No 20 of March 1993*), *infra*, p. 265.

Draft Resolution of the Ministers of Justice of the States Members of the Hague Conference on private international law, submitted on the occasion of the Conference's Centenary. – (*Preliminary Document No 21 of May 1993*), *infra*, p. 281.

The Centenary of the Hague Conference: an occasion to examine certain new techniques for carrying out the Conference's work? – (*Preliminary Document No 22 of May 1993*), *infra*, p. 283.

Summary and synthesis of replies to the Questionnaire on the Hague Convention of 5 October 1961 on Legalisation. – (*Preliminary Document No 23 of May 1993*), *infra*, p. 291.

State succession and succession to Hague Conventions. – (*Preliminary Document No 24 of May 1993*), *infra*, p. 295.

Exchange of information on the status of the Hague Conventions, notes submitted by the Government of the United Kingdom. – (*Preliminary Document No 25 of May 1993*), *infra*, p. 298.

¹ The table of contents appears at the end of this volume.

² This informational document, drawn up for internal purposes, has not been reproduced in this volume.